

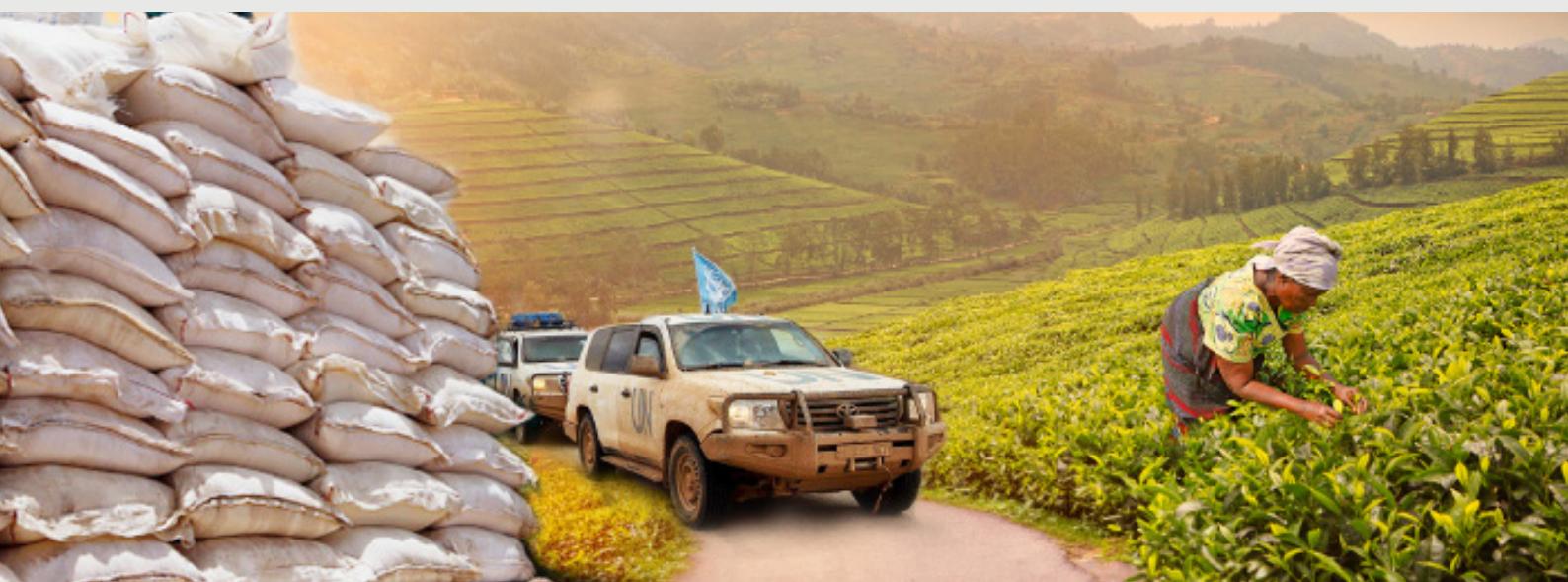


OBSERVATOIRE
de l'action
humanitaire

DO HARM : CAS DE LA FONDATION HUMANITAIRE POUR GAZA

Thibaud Saint-Sébastien / Travailleur humanitaire,
International Committee of the Red Cross- ICRC

Janvier 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Thibaud Saint-Sébastien / Travailleur humanitaire,
International Committee of the Red Cross- ICRC

Thibaud Saint-Sébastien est un ancien étudiant de l'IRIS Sup'. Travailleur humanitaire, il a couvert différentes crises dans de nombreux contextes pendant une dizaine d'années. De février à juillet 2025, il fut en mission à Gaza et fut témoin du désastre engendré par la Gaza Humanitarian Foundation.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Face à la diminution des financements internationaux, l'Observatoire de l'action humanitaire de l'IRIS se positionne comme un outil stratégique d'analyse des dynamiques humanitaires dans un contexte de crises multiples et complexes. Il vise à renforcer la compréhension des conflits armés, des déplacements forcés, de l'effondrement institutionnel et des violences contre les civils. Une attention particulière sera portée aux zones grises, insuffisamment documentées malgré des besoins urgents. Il est dirigé par **Fatou Élise Ba**, chercheuse à l'IRIS, et Jean-François Corty, président de Médecins du monde et chercheur associé à l'IRIS.



PROGRAMME
SÉCURITÉ
HUMAINE

La sécurité humaine est une approche interdisciplinaire centrée sur l'individu qui répond à la complexité des crises contemporaines. Celle-ci redéfinit les paradigmes classiques de la sécurité, en insistant sur la protection contre les menaces systémiques et sur le renforcement des capacités locales. Dans un monde marqué par la convergence des crises – conflits armés, pandémies, changements climatiques, crise de la gouvernance –, le programme Sécurité humaine de l'IRIS vise à analyser ces différents enjeux en les articulant avec les notions de justice sociale, de développement durable et de paix positive et inclusive. Il entend également contribuer à penser l'action publique et internationale au plus près des vulnérabilités et des résiliences sociales. Il est dirigé par Fatou Élise Bas, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

LA GAZA HUMANITARIAN FOUNDATION, UN ROUAGE BIEN HUILÉ DANS UNE MÉCANIQUE D'ENFER

L'une des pages les plus sombres de la tragédie qui se déroule à Gaza depuis octobre 2023 s'est achevée après le 10 octobre 2025. Une poignée de mois après son catastrophique lancement le 27 mai 2025, et à l'occasion de la nouvelle trêve qui ne se révèle être dans les faits qu'un conflit à basse intensité, la Gaza Humanitarian Foundation (GHF) a annoncé fermer ses points de distribution. Mise en place pour supplanter les ONG et le système onusien, notamment sur base d'accusations depuis débunkées de détournement de l'aide humanitaire par le Hamas, la GHF a surtout été utilisée à des fins politiques et militaires, tout en étant un élément facilitant la perpétration de crimes de guerre et la violation du droit international. La situation humanitaire reste aujourd'hui plus que dramatique. Bien qu'élargie depuis plusieurs mois aux autres acteurs et non à la seule GHF, l'entrée de l'aide n'est toujours pas suffisante et ne respecte pas les quantités prévues par le plan de paix de Donald Trump.

La chronologie des évènements qui ont marqué la première moitié de l'année 2025 montre que la trêve qui a débuté le 19 janvier ainsi que sa violation le 18 mars, n'étaient que des étapes bien calculées dans l'escalade militaire pour le contrôle et la destruction de l'enclave. La GHF en est à la fois une preuve et l'un des rouages de cette mécanique mortifère. Le 10 février 2025, Donald Trump avait promis l'enfer à Gaza s'il n'y avait pas une libération des otages. Six jours plus tard, le Premier ministre israélien reprenait la même rhétorique en mentionnant une stratégie commune avec les États-Unis sur la manière dont « les portes de l'enfer » s'ouvriraient. Moins d'un mois après le début du cessez-le-feu, la première phase n'est pas encore terminée. Entre ces deux déclarations, la GHF est créée en catimini le 12 février dans un obscur montage entre les États-Unis et la Suisse qui, un peu plus d'un mois après le début de ses distributions le 27 mai, a dissous son antenne genevoise. Le 2 mars 2025, soit trois semaines après sa création, le blocus de Gaza a commencé et n'a eu pour seul effet que de provoquer une famine ainsi que de multiples pénuries, notamment de fuel et médicaments. Pour de nombreux gazaouis, la GHF est devenue fin mai l'unique possibilité d'obtenir de la nourriture et d'éviter de mourir de faim alors que les cuisines communautaires fermaient tour à tour leurs portes faute de nourriture et de moyens. Plusieurs mois d'enfer promis plus tard, la mal nommée fondation humanitaire a fermé ses sites en se targuant d'une réussite. Cette mise en récit éclipse à la fois les milliers de morts et de blessés Palestiniens, et ce qui fut un crachat sur la dignité des gazaouis devant marcher des kilomètres sous les balles et un soleil de plomb pour un sac de farine. La question se pose quant aux conséquences de ce qui semble avoir été un test, pour le coup particulièrement bien réussi, de la privatisation

de l'aide humanitaire dans l'enclave, ainsi que la gestion politique et économique future du territoire.

LA GAZA HUMANITARIAN FOUNDATION, ENTRE OBJECTIFS MILITAIRES ET FACILITATION DE CRIMES DE GUERRE

Avec la création de la GHF au milieu de la première phase de la trêve de janvier, l'objectif était de placer la fondation en monopole sur la distribution de l'aide alimentaire pour qu'elle devienne l'unique option de survie d'une population souffrant d'une famine provoquée par la force occupante. Une fois cet objectif réalisé, la faim devient arme de guerre et la GHF un outil capable de supporter l'ensemble des objectifs militaires. La localisation des quatre points de distribution ne laisse pas de place au doute : si les gazaouis souhaitent manger, il faut descendre vers le sud et quitter notamment Gaza City. Les déplacements forcés de population rendent plus facile l'avancée des troupes ainsi que la destruction méthodique de villes et de quartiers entiers. Au même moment, l'idée d'une « ville humanitaire » à Rafah comme potentiel point de transition avant une sortie définitive du territoire pour la population civile commence à être diffusée et provoque heureusement un tollé avant, semble-t-il, d'être abandonnée. Si le plan de forcer les populations à se rapprocher des points d'aide n'a pas vraiment marché, entre autres par le refus de quitter à nouveau le nord de l'enclave et avec la possibilité de faire des allers-retours dans la journée, nous avons tout de même vu, au fil des semaines et des ordres d'évacuation, la population se densifier dans toute la partie sud de la bande. Les déplacements se faisaient plus laborieux, la durée des trajets triplant ou quadruplant. Les migrations pendulaires quotidiennes pour atteindre les sites de distribution aggravant cette situation. Les visages émaciés des hommes allant sur ces sites chaque matin faisaient peine à voir. Après un voyage pour certains sans retour, entassés à l'arrière de remorques, ils devaient terminer leur route à pied sous le soleil et, comme de nombreuses vidéos diffusées sur les réseaux sociaux l'attestent, sous les balles. Dès la première distribution, un afflux de blessés important est arrivé dans les structures médicales situées à proximité, dont l'hôpital de campagne de mon organisation. On pouvait s'attendre à un incident aussi dramatique dans un tel contexte et avec si peu de préparation. Malheureusement cette situation s'est reproduite chaque jour où l'une de ces distributions était annoncée, et la répétition efface la thèse de l'accident. Notre hôpital à Rafah était la première structure médicale à proximité de l'un de ces sites de mort. Il était également situé dans l'axe exact de la position militaire israélienne et de la foule. Ainsi, quand les soldats

tiraient sur les désespérés mourant de faim, le personnel humanitaire également des balles perdues. Ces balles traversaient les tentes de l'hôpital de campagne et les centaines de sacs de sable ne suffisaient plus pour se protéger dans une configuration où l'on recevait des balles en fin de course et arrivant par le haut. Ces balles perdues qui ont à plusieurs reprises touché des civils, dont un enfant qui succomba de sa blessure à la tête, étaient reçues de manière systématique malgré les plaintes remontées aux autorités compétentes. Au premier août 2025, les premières estimations étaient de 1400 Palestiniens tués et 4000 blessés dans les points de distribution alimentaire de la GHF. Au-delà du contrôle du territoire et des mouvements de population, la fondation est alors devenue facilitatrice de crimes de guerre, les civils s'y faisant cibler délibérément dans une complète impunité. Si cela est déjà difficile en temps normal, il est presque impossible de pouvoir établir une responsabilité individuelle envers les soldats ou les forces de sécurité à l'origine de ces carnages quotidiens. Si la GHF et l'armée ont toujours démenti toute responsabilité, les victimes que reçues à l'hôpital, quand elles pouvaient encore parler, étaient claires sur le fait que les balles les avaient atteintes alors qu'elles venaient collecter de la nourriture et qu'elles venaient des positions israéliennes. La nature des projectiles récupérés dans les corps ou dans l'hôpital ne laissait aucun doute non plus sur leur origine. Avec des points de distributions situés en zone rouge et en l'absence totale d'acteurs humanitaires neutres capables d'effectuer des distributions en toute sécurité et impartialité, tous ces abus ont pu être commis. Toutefois, cette absence facilitant la perpétration de crimes de guerre s'explique surtout par la dimension politique de l'instrumentalisation de l'aide humanitaire et les objectifs à long terme, pour ce qui concerne le contrôle de la bande.

LA GAZA HUMANITARIAN FOUNDATION COMME UNE EXPÉRIENCE, LES OBJECTIFS POLITIQUES À LONG TERME

Lors des premières annonces liées à la création de la GHF et de la mise en place des points de distribution, tout le monde à Gaza et plus largement dans la communauté humanitaire s'accordait pour dire que cela serait un désastre. À travers un dispositif militarisé, sans mesure claire de gestion de foules, avec des équipes inexpérimentées et un nombre de points de distribution limité, nous courions à la catastrophe. Presque unanimement, les organisations humanitaires - laissées sur la touche malgré leurs tonnes d'aide en attente bloquées par les autorités israéliennes - ont fait part de leurs inquiétudes sur le danger que représentait cette nouvelle organisation. Comme mentionné précédemment, en situation de monopole sur la gestion et la distribution de l'aide à Gaza tout en passant par un dispositif militarisé ne

permettant pas de garantir un accès sûr aux plus vulnérables, la GHF est une contradiction incarnée aux principes fondamentaux qui régissent les actions humanitaires. Le choix était donné aux autres organisations de s'aligner et passer à travers la GHF pour distribuer, ou bien rester de côté. L'objectif est simple, faire table rase du système onusien et du schéma classique d'aide multilatérale et de coordination humanitaire dans la bande. Du point de vue des ONG, Israël cherche à renforcer son contrôle sur ces organisations et à augmenter leurs limitations en termes d'accès et d'opérationnalité. Le point d'orgue a par ailleurs été atteint récemment avec les nouvelles procédures administratives pour être enregistré en Israël et la fin de non-recevoir reçue par à peu près de 40 ONG dont Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde ou Save the Children, pour qui l'accès aux Palestiniens est maintenant impossible. Du point de vue onusien, nous nous inscrivons dans la continuité directe des attaques successives à l'encontre de l'ONU et surtout de l'UNRWA, dont le démantèlement est un objectif de longue date d'Israël. Si la forme change que cela soit en questionnant ses liens avec le Hamas, en l'interdisant sur le sol israélien, en la catégorisant d'organisation terroriste, ou en détruisant méthodiquement ses infrastructures dans la bande, le fond reste le même quand il est question d'imposer un nouveau système s'affranchissant complètement des mécanismes et des acteurs habituels. La GHF devient un outil de plus pour s'affranchir des Nations unies et violer le droit international, avec évidemment la question de la résolution 194 en toile de fond, le statut des réfugiés palestiniens et leur droit au retour. Et cela alors que la déportation massive de la population sous couvert d'émigration volontaire définitive est régulièrement mise en avant par les autorités israéliennes.

Gaza devient un laboratoire dont la GHF fut l'une des terribles expériences. Donner la gestion de l'aide humanitaire à cette organisation privée a permis de faire un premier pas sur le chemin d'une gestion politique et économique du même type à l'image de la Gaza International Transitional Authority de Tony Blair, qui excluait de fait les institutions locales à travers un système de tutelle bafouant le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. L'histoire n'est malheureusement pas terminée et sur le site internet de la GHF, son directeur exécutif, John Acree, anticipe déjà « la prochaine crise » tout en expliquant que la GHF a réussi à créer le cadre pour s'y préparer.

BIBLIOGRAPHIE

Brown, Daniel. "La GHF : prélude à l'avenir privatisé de Gaza." *Orient XXI*, décembre 2025. <https://orientxxi.info/La-GHF-prelude-a-l-avenir-privatisé-de-Gaza>. *Orient XXI*

Algazi, Gadi. "Gaza. Affamer-expulser, expulser-affamer." *Orient XXI*. <https://orientxxi.info/gaza-affamer-expulser-expulser-affamer,8306>. *Orient XXI*

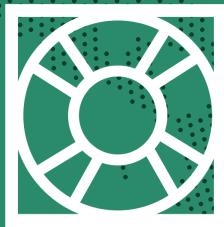
United Nations. "Gaza: Nearly 1,400 Palestinians Killed While Seeking Food, as UN Warns Airdrops Are No Solution." *UN News*, 1 Aug. 2025. <https://news.un.org/en/story/2025/08/1165552>. *tidsskrift.dk*

Rives, Fabien. "Gaza : des sous-traitants américains cibleraient délibérément des civils." *Off Investigation*, 4 July 2025. <https://www.off-investigation.fr/gaza-des-sous-traitants-americains-cibleraient-deliberement-des-civils/.Investigation>

"Israël interdit l'accès à Gaza à 14 ONG et durcit le contrôle sur l'action humanitaire." *L'Express*, 18 Dec. 2025. <https://www.lexpress.fr/monde/israel-interdit-lacces-a-gaza-a-14-ong-et-durcit-le-controle-sur-laction-humanitaire-MEH2JMWXERHS7OIGO27PUH5GWM/.L'Express>

Gaza Humanitarian Foundation. "Lessons from GHF's Successful Model." *Global Humanitarian Forum*. [https://ghf.org/lessons-from-ghfs-successful-model/.\(Auteur et date non identifiables à partir de l'URL\)](https://ghf.org/lessons-from-ghfs-successful-model/.(Auteur et date non identifiables à partir de l'URL))

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
SÉCURITÉ
HUMAINE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRISSup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.